

Source : <http://www.notre-planete.info/actualites/4477-consequences-economiques-changement-climatique>

Téléchargement 21 05 2016

Les conséquences économiques et financières du changement climatique ont été sous-estimées

René Tregouët - sénateur honoraire, fondateur du Groupe de Prospective du Sénat / RT Flash

Source : [notre-planete.info](http://www.notre-planete.info), <http://www.notre-planete.info/actualites/4477-consequences-economiques-changement-climatique>

En 2006, le rapport dirigé par Nicolas Stern, ancien directeur de la Banque mondiale avait fait l'effet d'un coup de tonnerre en évaluant pour la première fois de manière rigoureuse et argumentée, dans une étude de 700 pages, le coût pour l'économie mondiale de l'inaction face aux bouleversements climatiques en cours : jusqu'à 5 500 milliards d'euros, soit 20 % du produit mondial brut ! Pour la première fois, une étude rigoureuse, conduite par un économiste réputé montrait que le coût de l'inaction serait bien plus important que celui de la mise en œuvre d'un plan mondial global et cohérent pour atténuer les effets du changement climatique.

En effet, selon l'étude, agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre suppose une dépense de l'ordre de 1 % du PIB mondial chaque année à condition d'agir sans tarder.

Ce remarquable rapport ne s'était pas contenté de faire le constat du coût économique prévisible du réchauffement climatique pour notre planète, il avait également esquissé des pistes de solutions pour dégager les nouveaux moyens nécessaires à cette adaptation climatique. Ce travail avait notamment préconisé le doublement de l'effort mondial en faveur de la recherche & développement et la multiplication par cinq de l'aide aux technologies à faible émission de carbone.

Autre point capital qui sera repris par la suite dans d'autres travaux : ce rapport Stern montrait que la perte des forêts naturelles dans le monde contribuait davantage aux émissions mondiales de gaz à effet de serre que la totalité des activités liées aux transports. L'idée maîtresse de ce rapport, plus que jamais d'actualité, est qu'il ne faut pas opposer la lutte contre le changement climatique à la croissance économique mais au contraire utiliser le levier de l'innovation dans les technologies énergétiques pour relancer la croissance et l'emploi sur de nouvelles bases.

A la suite de ce rapport Stern, les grandes institutions économiques et financières ont commencé à essayer d'estimer sérieusement le coût des dommages liés au réchauffement climatique. C'est ainsi que la Banque mondiale a calculé en 2013 qu'au cours des trente dernières années, les pertes et dommages annuels liés à des événements climatiques sont passés de 50 milliards à près de 200 milliards.

En 2014, le Giec a évalué à son tour à 1 050 milliards d'euros, le coût global du changement climatique à l'horizon 2100. Pour parvenir à cette estimation, les chercheurs du Giec se sont basés sur un scénario de hausse de la température globale de 2,5°C d'ici à 2100, une hypothèse réaliste et assez probable, si l'on extrapole la tendance actuelle. Fin 2014, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a également livré son estimation du coût global de l'adaptation au changement climatique et celui-ci est astronomique puisqu'il pourrait atteindre les 150 milliards de dollars par an en 2025-2030 et 250 à 500 milliards en 2050.

Deux études indépendantes récentes sont venues confirmer ces dernières semaines les conséquences économiques et financières désastreuses et très concrètes que risque d'avoir le réchauffement climatique en cours dans un avenir proche. La première étude, publiée début avril dans la revue « Nature Climate Change » par le cabinet Vivid Economics et par le Grantham Institute on Climate Change and the Environment, estime à 2 500 milliards de dollars le montant des actifs financiers

qui pourraient s'évaporer du fait d'un réchauffement climatique de 2,5 degrés d'ici à la fin de ce siècle. Si ce montant ne représente « que » 1,8 % de la valeur total des actifs financiers dans le monde, il équivaut aussi à 50 % de la capitalisation boursière des sociétés d'énergies fossiles.

Mais Simon Dietz, l'un des auteurs de ce rapport, met en garde et souligne qu'en cas de réchauffement de 2,5 degrés, l'impact financier pourrait atteindre les 24 000 milliards de dollars, soit 16,9 % du total des actifs gérés. En revanche, rester sous les deux degrés permettrait de contenir la destruction des actifs financiers dans une fourchette allant de 1 700 milliards à 13 200 milliards, dans la pire des hypothèses... L'étude souligne également que « couper les émissions de gaz à effet de serre pour limiter l'impact du réchauffement mondial réduit substantiellement la « valeur du risque climatique », particulièrement en ce qui concerne le risque de perte extrême ». Autrement dit, les fonds d'investissement doivent dès à présent privilégier les actifs vertueux en matière climatique et renoncer à ceux pouvant contribuer à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Cette nouvelle ligne stratégique est également celle du Forum économique mondial qui souligne dans son dernier rapport sur les risques mondiaux que « Le risque lié au changement climatique est maintenant assimilé comme un des plus importants risques de long terme auxquels doit faire face l'économie mondiale, aussi bien en termes de probabilité de concrétisation que de gravité au niveau économique ».

Une autre étude, publiée fin avril par l'Organisation Internationale du travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), montre également que le réchauffement climatique risque aussi d'avoir des conséquences beaucoup plus importantes que prévues sur la vie de plus d'un milliard de travailleurs, avec des effets majeurs tant sur leur santé que sur leur productivité.

Selon l'étude, la hausse des températures pourrait ainsi coûter à l'économie mondiale jusqu'à 2 000 milliards de dollars par an à l'horizon 2030. Les pays les plus vulnérables subiront notamment une perte d'environ 10 à 15 % des heures travaillées, à savoir plusieurs milliards de dollars, et cela, même si les engagements pris lors de la COP21 devaient être respectés, calculent les auteurs du rapport.

Non seulement les pics de chaleur augmentent les risques d'accidents professionnels, mettant carrément en danger la vie des travailleurs lorsque la température corporelle dépasse les 40,6 degrés Celsius. Surtout, la productivité horaire va baisser : pour atteindre les mêmes résultats, les entreprises devront alors payer des heures supplémentaires aux salariés, souligne le rapport.

Parmi les pays les plus touchés par l'augmentation des températures, l'étude pointe l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria, le Cambodge, le Pakistan, le Burkina Faso et certaines régions d'Afrique de l'ouest. En Inde par exemple, les canicules à répétition ont tué plusieurs milliers de personnes au cours de ces dernières années et ont perturbé de nombreuses activités économiques, notamment dans le secteur du BTP et de la construction.

Si rien n'est fait, de nombreux pays en développement qui ont déjà perdu beaucoup de produit national depuis trente ans risquent d'en perdre 5 à 6 % d'ici 2050, si le réchauffement climatique continue à s'accélérer au rythme actuel. En Afrique de l'Ouest, le nombre de jours très chauds par an a déjà doublé depuis un demi-siècle, avec dix jours très chauds supplémentaires chaque décennie, d'après le rapport.

Ces recherches confirment pleinement les conclusions d'une autre étude publiée en septembre 2012 par le DARA and Climate Vulnerable Forum, un partenariat de vingt pays établi en 2009. Cette étude avait en effet déjà montré que le changement climatique ralentissait de 1,6 % par an la production économique mondiale, un pourcentage qui pourrait doubler d'ici 2030...

Cette étude souligne toutefois que la mise en œuvre d'une politique internationale ambitieuse contre le changement climatique permettrait de générer des profits

économiques majeurs pour la planète, qu'il s'agisse des grandes économies comme des nations pauvres. L'étude met aussi en avant des estimations selon lesquelles les économies fortement émettrices de carbone sont responsables de cinq millions de morts par an, essentiellement dues à la pollution de l'air. "L'inaction relative contre le changement climatique coûte déjà à l'économie mondiale, comme je viens de le dire, 1,6 % de son PIB, soit 1 200 milliards de dollars par an de prospérité et, si nous ne faisons pas plus qu'actuellement, ce coût mondial risque de doubler pour atteindre 3,2 % du PIB de la planète d'ici à 2030" précise ce rapport, qui ajoute « Pour la Chine, le coût économique de ce changement climatique pourrait être bien plus important que la moyenne mondiale ».

Il faut également évoquer l'étude du PNUÉ publiée fin 2014 qui rappelle que les dépenses mondiales d'adaptation au changement climatique sont actuellement de l'ordre de 26 milliards de dollars par an alors que les coûts d'adaptation au changement climatique pourraient atteindre 150 milliards de dollars par an en 2025-2030 et 250 à 500 milliards en 2050. Des montants largement supérieurs à la précédente estimation qui s'élevait de 70 à 100 milliards de dollars.

Le rapport propose plusieurs voies pour dégager des moyens financiers nouveaux d'ici 2050 : taxe carbone, taxe sur les transports, mise aux enchères internationale des quotas d'émissions, une mise aux enchères des quotas dans les systèmes nationaux d'échange d'émissions, redevance sur les câbles électriques, taxes sur les transactions financières.

Enfin il faut évoquer deux rapports de l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables), publiés en janvier et mars 2016. Le premier montre que le doublement de la part des filières vertes dans le bouquet énergétique mondial, d'ici à 2030, aurait pour effet une hausse du PIB mondial comprise entre 0,6 % et 1,1 %, soit un gain de croissance de 700 à 1 300 milliards d'euros par an.

Le second rapport estime pour sa part qu'en portant de 18 % (chiffre de 2014) à 36 % la part des filières alternatives dans la consommation totale d'énergie, à l'horizon 2030, ce qui suppose un investissement annuel de l'ordre de 700 milliards d'euros, il serait possible de réaliser une économie de quatre à quinze fois supérieure (entre 1 100 et 3 800 milliards d'euros par an), notamment en réduisant les effets sanitaires très néfastes de la pollution de l'air, ce qui se traduirait par au moins quatre millions de vies sauvées chaque année dans le monde.

Début mars, une nouvelle inattendue est cependant venue confirmer qu'un tournant historique majeur est peut-être en train de s'amorcer : l'Agence Internationale de l'Energie a en effet annoncé que, pour la première fois depuis plus de 30 ans, le monde avait réussi à stabiliser deux années de suite ses émissions de CO₂ (32,1 gigatonnes en 2013 et 2014), en dépit d'une économie en nette reprise. Selon l'AIE, « On commence à voir un découplage entre économie et émissions de dioxyde de carbone, ce qui signifie qu'on peut envisager une ère de croissance du PIB avec une stagnation des émissions, alors que la tendance jusqu'à présent était que l'augmentation du PIB entraînait, quasi automatiquement, par un accroissement de l'activité économique, une pollution atmosphérique toujours plus forte ».

Reste que les gisements rentables de réduction rapides de nos émissions mondiales de CO₂ ne sont pas toujours là où on l'imagine, comme l'a montré le rapport tout à fait éclairant publié en 2009 par le cabinet McKinsey. Cette étude montrait qu'il était possible, en dépensant seulement 1 % par an du produit mondial brut, de réduire de 40 % nos émissions mondiales de gaz à effet de serre et de rester ainsi dans la limite des deux degrés d'augmentation de température.

Mais la vraie révélation tout à fait surprenante de ce rapport est que, si l'on raisonne en terme de dépenses par tonne de CO₂ évitée, les mesures de loin les plus rentables n'étaient pas celles touchant au développement des énergies renouvelables ou à la modernisation des centrales à charbon mais celles concernant le reboisement, la protection des forêts, l'isolation des bâtiments et l'efficacité énergétique, notamment dans les transports.

En s'appuyant sur cette étude tout à fait éclairante, il serait donc judicieux,

tout en continuant bien sûr de développer l'ensemble des énergies renouvelables grâce à une taxe carbone européenne suffisamment incitative (au moins 30 euros la tonne au lieu des 6 euros actuels), d'encourager la mise en œuvre plus rapide et plus forte des mesures d'efficacité énergétique, de protection des forêts, de reboisement et d'agriculture durable qui peuvent faire baisser massivement et pour un coût faible ou même négatif nos émissions de CO2.

Pour actionner ce levier puissant, la seule taxe carbone ne suffit pas et il faut également prévoir une incitation positive, comme par exemple des crédits d'impôts ou des bonus qui pourraient prendre la forme de « dividendes climatiques » qui seraient versés par la puissance publique aux particuliers et aux entreprises qui font sur la durée un effort particulier en matière d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique.

En juillet 2015, à l'occasion du vote de la loi de transition énergétique, le Sénat a réussi à faire adopter un amendement très novateur : celui-ci prévoit en effet que la contribution climat-énergie (CCE) passe cette année à 22 euros par tonne de CO2 puis augmente progressivement jusqu'à atteindre les 26 euros en 2020 et les 100 euros en 2030. Il serait souhaitable que, dans chaque grande région économique de la planète, les acteurs économiques et politiques définissent également une « trajectoire-carbone » qui fixe, en fonction du niveau économique, le prix de la tonne de carbone à atteindre d'ici 2030.

Nous savons à présent que les conséquences humaines, économiques et financières de la rupture climatique en cours ont été très largement sous-estimées et qu'elles deviendront incalculables et insupportables si nous ne faisons rien ou pas assez. Ce que nous disent à présent les plus grands économistes et les études scientifiques les plus rigoureuses c'est que, quels que soient les coûts des dépenses publiques d'adaptation et de lutte contre le changement climatique, ils seront toujours infiniment moins importants que ceux de l'inaction qui risque d'entraîner l'Humanité dans une régression de civilisation sans précédent.

Le temps est donc venu de cesser de tergiverser car on ne négocie pas avec la nature. Nous devons prendre nos responsabilités devant l'histoire et les générations futures et faire de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique le moteur de notre développement économique et de notre capacité d'innovation et la finalité politique et morale de nos sociétés.
Source : notre-planete.info, <http://www.notre-planete.info/actualites/4477-consequences-economiques-changement-climatique>